

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



1238^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 11 octobre 1963,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 30 de l'ordre du jour:

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et réponses des Etats Membres conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale

Rapport de la Commission politique spéciale (A/5565).

Page

1

*Président: M. Carlos SOSA RODRIGUEZ
(Venezuela).*

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et réponses des Etats Membres conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale.

**RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE
SPECIALE (A/5565)**

1. Le **PRESIDENT** (traduit de l'espagnol): L'Assemblée générale est saisie du rapport de la Commission politique spéciale [A/5565]. Au paragraphe 7 de ce document figure le projet de résolution que la Commission politique spéciale a adopté hier et dont elle recommande l'adoption à l'Assemblée. Au paragraphe 6, on remarquera que la Commission a décidé aussi, sans opposition, que le projet de résolution qu'elle venait d'adopter d'urgence serait soumis ce matin à l'Assemblée générale en séance plénière.

2. J'invite le rapporteur, Mme Achard, du Dahomey, à nous présenter le rapport de la Commission politique spéciale.

3. Mme **ACHARD** (Dahomey) [Rapporteur de la Commission politique spéciale]: J'ai l'honneur de soumettre à l'appréciation de l'Assemblée générale le rapport de la Commission politique spéciale [A/5565] contenant le projet de résolution adopté le 10 octobre par cette dernière à sa 381^{ème} séance, dans le cadre de l'examen de la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine. Ce projet de résolution (A/5565, par. 7) concerne les poursuites intentées par le Gouvernement de la République sud-africaine à un grand nombre de prisonniers politiques en vertu de lois arbitraires prévoyant la peine de mort.

4. Compte tenu des observations faites par le représentant de la Norvège, les auteurs du projet initial en ont révisé le texte qui a été ensuite adopté dans sa forme définitive par 87 voix contre une, avec 9 abstentions.

5. En raison de l'extrême gravité des faits qui ont justifié le dépôt du projet de résolution et de la célérité apportée à son examen par la Commission, cette dernière a décidé, en l'absence de toute objection, de le soumettre sans délai à l'approbation de notre assemblée.

Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Commission politique spéciale.

6. Le **PRESIDENT** (traduit de l'espagnol): Conformément aux dispositions de l'article 68 du Règlement, les interventions seront limitées aux explications de votes. En conséquence, je donnerai maintenant la parole aux représentants qui me l'ont demandée pour expliquer leur attitude avant le vote, dans l'ordre où ils ont présenté leur demande.

7. M. **DIALLO Telli** (Guinée): Nous venons d'entendre le rapport de la Commission politique spéciale demandant que des mesures soient prises d'urgence par l'Assemblée générale pour faire face aux nouveaux événements graves survenus en Afrique du Sud à la suite de l'ouverture, hier, à Johannesburg d'un simulacre de procès intenté à un grand nombre de prisonniers politiques, procès qui n'est en réalité qu'un assassinat à peine camouflé.

8. La délégation guinéenne apportera tout naturellement son appui total et enthousiaste au projet de résolution soumis à notre approbation [A/5565, par. 7].

9. Le gouvernement de Pretoria a commencé hier le procès de 11 dirigeants sud-africains bien connus pour leur opposition à l'apartheid, sous l'inculpation fallacieuse d'actes de sabotage, inculpation qui prévoit arbitrairement la peine de mort.

10. Le Ministre sud-africain de la justice avait déjà annoncé que 165 détenus seraient inculpés d'actes de sabotage et qu'une enquête était en cours au sujet d'accusations semblables concernant 85 autres détenus.

11. Le fait est que plus de 5 000 détenus politiques se trouvent en ce moment dans les prisons sud-africaines et que le gouvernement ne cesse d'arrêter en masse ceux qui s'opposent à sa politique de discrimination raciale. Plus de 300 dirigeants bien connus pour leur lutte contre l'apartheid sont maintenant détenus sans être passés devant un tribunal, au titre de la loi récente sur l'emprisonnement sans jugement.

12. Ces prisonniers politiques sont soumis aux conditions les plus inhumaines; nombre d'entre eux ont été torturés et certains sont récemment morts en prison.

13. La décision du Gouvernement sud-africain de procéder à ce jugement massif constitue un défi manifeste et direct lancé aux Nations Unies et plus particulièrement au Conseil de sécurité, qui, le 7 août dernier, invitait expressément le Gouvernement sud-africain à libérer tous les prisonniers politiques et toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à l'apartheid^{1/}.

14. La nouvelle vague de répression a pour but et pour conséquence d'écarter de plus en plus toute possibilité de règlement pacifique, en accroissant l'hostilité entre les groupes raciaux et en précipitant un violent conflit dont souffriront sans distinction tous les habitants du pays, qu'ils soient blancs ou non-blancs. Ces conséquences, il convient de le souligner, affecteront nécessairement la paix en Afrique et dans le monde.

15. C'est compte tenu de tout ce qui précède qu'au cours du débat à la Commission politique spéciale [381ème séance] nous avons eu l'occasion de souligner tout à la fois la gravité, l'importance et l'urgence qui ont justifié l'initiative de l'ensemble des représentants des Etats d'Afrique et d'Asie. A l'unanimité — le Portugal excepté — la Commission a adopté le projet de résolution intérimaire destiné à faire face à la nouvelle situation créée par l'ouverture du procès infâme contre les nationalistes poursuivis arbitrairement pour le seul crime de s'être opposés à la politique d'apartheid.

16. Dans le procès en cours comparaissent les dirigeants les plus influents des communautés africaine, asiatique et européenne, qui luttent côte à côte pour l'harmonie raciale et qui sont certainement ceux que la majorité du peuple appellera demain à diriger les destinées du pays.

17. Il est clair que toute atteinte à la vie de ces chefs vénérés de la juste lutte du peuple d'Afrique du Sud créera une situation irréparable, risquant de compromettre définitivement toute chance de voir les divers groupes ethniques de l'Afrique du Sud vivre en harmonie dans un régime de liberté, de justice et de démocratie.

18. Dans ces conditions, il importe à tout prix d'empêcher que ne soient consommés les grands crimes qui se préparent. Pour des raisons d'ordre moral, politique et humanitaire, l'Assemblée générale devrait exercer sa haute mission dans l'intérêt bien compris de tous ceux qui vivent, à quelque titre que se soit, en Afrique du Sud en adoptant à l'unanimité le projet de résolution dont la Commission politique spéciale recommande l'adoption.

19. L'Assemblée générale pourrait ainsi sauver la vie des meilleurs fils de l'Afrique du Sud, seuls susceptibles de favoriser les conditions de l'harmonie raciale réclamée en vain depuis 18 ans par les Nations Unies.

20. Le procès organisé devant la Cour suprême de Johannesburg est sans contestation possible une manifestation supplémentaire de l'attitude de défi méprisante dont les dirigeants de l'Afrique du Sud n'ont cessé de faire preuve à l'égard de notre organisation en général et de toutes les décisions réitérées du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en particulier.

21. Mais ce n'est pas tout. Pour donner encore plus de relief à leur défi, les autorités de fait de Pretoria font coïncider cyniquement l'ouverture du procès scandaleux de Johannesburg avec le commencement de nos débats sur la politique d'apartheid, pour bien montrer le peu de cas qu'elles font des Nations Unies. L'Assemblée générale ne peut rester indifférente devant tant de mépris, devant tant d'insolence et de désinvolture. Si nous ne nous réagissons pas comme il convient, l'histoire nous condamnera irrémédiablement pour avoir manqué à nos obligations les plus sacrées.

22. Devant cette situation, notre organisation doit réagir avec vigueur et détermination pour sauver la dernière chance d'une solution pacifique, ainsi que du maintien de la sécurité et de la sauvegarde des intérêts de la minorité blanche en Afrique du Sud. C'est la seule manière d'empêcher que ne triomphe à nouveau la haine qu'attisent les représentants de la minorité raciste, qui se proclament solennellement les ennemis jurés de l'Organisation des Nations Unies.

23. Un grand crime, peut-être le plus grand à l'actif des tenants de l'apartheid, se prépare au grand jour en Afrique du Sud, crime qui, s'il était consommé, pourrait mettre le feu aux poudres, donnant ainsi le signal du grand conflit racial tant redouté. Or, il est d'ores et déjà acquis qu'après la Conférence historique d'Addis-Abéba^{2/} tous les Etats africains et tous les peuples africains, dans cette tragique éventualité, seraient aux côtés de leurs frères opprimés d'Afrique du Sud.

24. Nous l'avons déjà dit: ce sont les meilleurs fils de l'Afrique du Sud qui sont aujourd'hui impliqués dans cette mascarade de procès organisé sur la base de la législation arbitraire, privant les accusés de toute possibilité de défense légale et les exposant, sans protection ni garantie, aux bourreaux sanguinaires qui contrôlent le pays.

25. Les accusés, nous le répétons, sont la dernière chance de stabilité, de paix et d'harmonie en Afrique du Sud et portent les noms de Nelson Mandela, avocat, dirigeant notoire du Congrès national africain, connu de la plupart des chefs d'Etats indépendants d'Afrique comme l'un des grands chefs de la lutte pour l'égalité raciale en Afrique du Sud; Walter Sisulu, autre dirigeant actif du Congrès national africain, dont il a été le secrétaire général; Govan Mbeki, autre dirigeant du Congrès et du Transkei; Ahmed Mohamed Kathrada, dirigeant de la communauté d'origine indienne, condamné à l'âge de 17 ans, lors du mouvement de résistance organisé en 1946.

26. Sur la liste, les blancs n'ont pas été oubliés. C'est ainsi que sont également impliqués: Lionel

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5386.

^{2/} Conférence au sommet des pays indépendants africains, réunie du 22 au 25 mai 1963.

Bernstein; Bob Hepple; James Cantor, avocat; Denis Goldberg, ingénieur; et bien d'autres. Fidèles à la mémoire de leurs amis morts en prison, souvent auprès d'eux, après avoir enduré des souffrances indicibles qui devraient faire l'objet d'une enquête diligente de notre Organisation pour éviter que les Africains ne s'en chargent demain, les dirigeants conscients et conséquents de l'Afrique du Sud accepteront tous les sacrifices pour ne pas abandonner la lutte sacrée. Comment ne pas saluer leur courage, leur vision radieuse d'un avenir d'entente, de réconciliation et d'amitié qu'ils préparent, dans la souffrance, au profit de toutes les couches ethniques vivant sur le sol d'Afrique du Sud?

27. Ces hommes ont eu recours à tous les moyens pacifiques, en vain, pour mettre un terme à l'oppression raciale; car, il convient de le rappeler, l'Afrique du Sud a été longtemps le berceau de la non-violence. C'est là que Gandhi a commencé sa lutte héroïque, il y a plus de 50 ans. Mais qu'on s'en souvienne bien, Gandhi lui-même a déclaré qu'il valait mieux recourir à la violence plutôt que de se soumettre lâchement à ceux qui vous oppriment. Les peuples et les gouvernements africains considèrent que les criminels ne sont pas ceux qui luttent pour leur droit à la justice et à l'égalité, mais les oppresseurs qui précipitent la violence, la répression et l'injustice.

28. A l'issue des débats à la Commission politique spéciale, nous ne pouvons dissimuler notre vive déception, ne serait-ce que pour les raisons humanitaires que nous avons invoquées, de l'attitude de certains représentants qui n'ont pas appuyé le projet de résolution. Au Portugal, demeuré fidèle à lui-même et dont la collusion avec les autres oppresseurs de nos peuples en Afrique du Sud est aujourd'hui patente aux yeux de tous, nous n'avons plus rien à dire, si ce n'est notre décision unanime et irrévocable de mettre fin à tout prix à sa présence illégitime et à son colonialisme, sous toutes ses formes, sur l'ensemble de notre continent.

29. L'attitude de tous les partenaires blancs du Commonwealth: Royaume-Uni, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande, nous a profondément déçus, car ils semblent avoir abandonné leurs partenaires de couleur, membres du Commonwealth, qui sauront certainement tirer de cette attitude les conclusions qui s'imposent. Quant au Panama, nous espérons qu'il joindra, à l'Assemblée, sa voix positive à celle de toute la famille latino-américaine. De même, l'attitude des trois pays de l'Europe occidentale: France, Belgique et Pays-Bas, nous a surpris et notre espoir est que, laissant de côté toutes autres considérations pour ne retenir au moins que les aspects humanitaires et les liens d'amitié qui les unissent à l'Afrique et à l'Asie, ils apporteront, à l'Assemblée, le concours positif et précieux de leurs voix à l'initiative des Etats d'Afrique et d'Asie.

30. Enfin, l'abstention des Etats-Unis d'Amérique nous a surpris et peiné tout à la fois, en privant de leur grande influence la cause de l'égalité raciale en Afrique du Sud. Puissent les Etats-Unis, à l'Assemblée, reconsidérer sérieusement leur position d'hier, ne serait-ce que pour ne pas infliger un désaveu, aussi inutile qu'inopportun, aux nombreuses délégations,

dont celle de la République de Guinée, qui ont tenu, à cette tribune même comme ailleurs, à féliciter l'administration Kennedy pour sa lutte courageuse contre la discrimination raciale dans ce pays.

31. Aux uns comme aux autres nous disons très amicalement que la simple condamnation verbale de l'apartheid et l'opposition à toute action concrète comme celle que nous demandons aujourd'hui ne correspondent ni aux exigences de la paix en Afrique et dans le monde, ni à l'amitié et à la volonté de coopération sincère que l'Afrique leur offre. C'est pour cette raison que nous lançons un appel amical et confiant à tous pour qu'ils apportent un appui positif au projet de résolution soumis à notre approbation.

32. Le grand dirigeant sud-africain, Nelson Mandela, universellement connu pour son courage et sa lucidité, a résumé fort éloquemment la philosophie et les fermes positions du nationalisme africain au cours du dernier procès qui lui a été intenté, à Johannesburg, procès à l'issue duquel il devait être condamné arbitrairement à cinq années d'emprisonnement et aux travaux forcés. La profession de foi de Nelson Mandela, qui se trouve aujourd'hui à la tête des accusés du nouveau procès infâme, est devenue un véritable bréviaire de tous les nationalistes d'Afrique du Sud. Ecoutez plutôt cet extrait de sa plaidoirie célèbre et pathétique de bout en bout:

"Je hais la discrimination raciale et je me sens plus fort du fait que l'écrasante majorité de l'humanité la hait comme moi. Je hais l'éducation qui inculque systématiquement aux enfants les préjugés de couleur et je la hais d'autant plus fort que des millions d'hommes partagent ma conviction. Je hais l'arrogance raciale qui décrète que le meilleur sera propriété exclusive d'une minorité de la population et qui réduit la majorité de la population à un état d'esclavage et d'infériorité, considérant les hommes comme des objets tout juste bons à travailler où on le leur commande et à vivre selon des règles imposées par la minorité.

"Rien de ce que peut faire la Cour ne changera ma haine, si ce n'est la fin de l'injustice et de l'inhumanité, deux plaies que j'ai combattues dans la vie politique, sociale et économique de ce pays.

"Quelle que soit la sentence que rendra la Cour, elle peut être assurée que, ma peine purgée, ma conscience ne cessera de me dicter ce que je dois faire; je serai toujours bouleversé par la haine raciale qui sévit contre mon peuple et je reprendrai la lutte contre ces injustices jusqu'à ce qu'elles soient finalement abolies."

Et pour conclure, il devait ajouter:

"J'ai fait mon devoir envers mon peuple et envers l'Afrique. Je suis sûr que la postérité décidera que j'étais innocent et que les criminels étaient les membres du gouvernement Verwoerd."

33. Accepterons-nous par notre inaction que meure pour rien, injustement frappé, un homme d'une telle envergure, un dirigeant aussi hautement conscient de sa mission historique au service de son pays, de son peuple et de l'humanité? Nous voulons espérer qu'à l'unanimité notre assemblée répondra: non.

34. La totalité des représentants d'Afrique et d'Asie ont pris l'initiative soumise à notre appréciation. En leur nom, nous lançons à tous les Membres de l'Assemblée un dernier appel amical et confiant pour que cessent les dernières hésitations et que, devant la grave situation aux conséquences morales, politiques et humaines incalculables, l'Assemblée générale des Nations Unies signifie par son vote unanime sa volonté de faire prévaloir une solution pacifique de la situation explosive qui existe aujourd'hui en Afrique du Sud.

35. M. CHAKRAVARTY (Inde) [traduit de l'anglais]: L'Assemblée est saisie du rapport de la Commission politique spéciale [A/5565], qui contient le projet de résolution adopté hier par la Commission à une écrasante majorité. Ma délégation a eu l'honneur hier, à la Commission, de parler en faveur de ce projet de résolution au nom de 55 délégations qui en étaient les coauteurs.

36. Le gouvernement et le peuple indiens se sont constamment opposés à la politique raciale du Gouvernement sud-africain. La délégation de l'Inde a l'honneur d'avoir été la première à faire inscrire à l'ordre du jour de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies la question de la politique raciale du Gouvernement sud-africain. Il n'est peut-être pas hors de propos de rappeler que, à cette époque, même l'inscription d'une question de cette nature était une tâche ardue. Après plusieurs tentatives infructueuses, c'est seulement en 1952 que la délégation de l'Inde, avec 12 pays Membres africains et asiatiques, a réussi à poser le problème général de l'apartheid devant l'Assemblée. Depuis lors, le nombre des Etats Membres africains et asiatiques ayant augmenté, il a été possible d'adopter des résolutions exprimant l'inquiétude croissante et la désapprobation totale que suscite la politique raciale du Gouvernement sud-africain.

37. A tous nos appels on a fait la sourde oreille et le Gouvernement sud-africain a fait des progrès sur le chemin de la folie, semant la misère, la répression et la violence parmi des millions de nos frères d'Afrique du Sud. Tandis que le problème général de l'apartheid continue à être examiné à la Commission politique spéciale, la situation en Afrique du Sud est devenue tragique et pressante. Je veux parler de la deuxième série de procès de masse intentés par le Gouvernement de la République sud-africaine aux combattants de la liberté et aux adversaires de la politique d'apartheid. Selon les dernières nouvelles, ces procès ont été renvoyés au 29 octobre 1963. Toutefois, cela ne nous donne pas plus de temps, car les inculpés languissent toujours derrière les barreaux de leur prison dans des conditions très pénibles.

38. Normalement l'Organisation ne s'occuperait pas de procès se déroulant à l'intérieur d'un pays. Cependant, ceux dont il s'agit ont été intentés en vertu d'une législation contraire au droit, qui a été promulguée par le Gouvernement sud-africain dans l'intention expresse de prévenir toute agitation légitime contre la politique odieuse d'apartheid. La politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain intéresse directement tous ceux qui sont ici, puisque l'Assemblée, depuis 15 ans, n'a cessé de rejeter

l'argument de la compétence nationale, invoqué par la République sud-africaine.

39. Le 9 octobre 1963, à Pretoria, 11 personnes ont été accusées d'avoir préparé une révolution visant à renverser par la violence le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Elles ont été accusées d'avoir commis, directement ou indirectement, des actes de sabotage contre l'Etat. A nos yeux, leur seul crime a été de lutter pour la liberté, la dignité, l'égalité, les droits de l'homme, et donc pour l'abandon de la politique d'apartheid. Ce sont là de nobles tâches, mais en Afrique du Sud elles sont désignées sous le nom de sabotage. On me permettra de préciser ce qu'est la loi contre le sabotage. En vertu de cette loi, la peine minimum est de cinq ans de prison et la peine maximum est la mort, même pour un mineur. Le 21 juin 1962, la Commission internationale de juristes a publié à Genève une déclaration condamnant ce projet de loi. Le Secrétaire général de cette Commission a adressé au Premier Ministre d'Afrique du Sud le télégramme ci-après:

"Le projet de loi, selon ce qu'il en est dit dans la presse internationale, prévoit des peines d'une extraordinaire sévérité, pouvant aller jusqu'à la peine de mort, dans les cas de sabotage pour raisons politiques. Je me permettrai de faire respectueusement remarquer à Votre Excellence qu'en matière de sabotage pour raisons politiques le châtiment suprême est injustifié au regard de la jurisprudence des pays démocratiques, et je me permets d'insister pour que votre gouvernement observe un délai de réflexion avant de soumettre au Parlement des mesures aussi draconiennes."

40. Le chef Luthuli, Président de l'African National Congress et prix Nobel de la paix, qui est une autre victime de la politique d'apartheid, a déclaré au sujet de ce projet de loi dans un message adressé à l'époque à un journal londonien:

"Le nouveau projet de loi sud-africain sur le sabotage est destiné à imposer la tyrannie et à infliger des souffrances. Les dispositions du projet de loi vont bien au-delà des mesures de sécurité légitimement prises en temps de paix dans les pays véritablement démocratiques."

Le chef Luthuli a ajouté ce qui suit:

"... cette loi équivaut à un aveu de la part du Gouvernement sud-africain: l'aveu que la lutte de la population pour la liberté est devenue efficace; cependant, elle ne peut anéantir et n'anéantira pas le mouvement de libération".

41. Les informations de presse d'aujourd'hui indiquent que les inculpés ont été maintenus au secret pendant 88 jours en vertu d'une nouvelle loi prévoyant qu'en matière de délits politiques les suspects peuvent être détenus pour interrogatoire sans mandat de l'autorité judiciaire. Voici encore deux jours, au moment où on les a informés qu'ils passeraient en jugement, les suspects n'avaient eu aucun contact avec les tribunaux, leurs avocats ou leurs juges. A cet égard, je ferai observer que le Code pénal sud-africain interdit de maintenir des prisonniers au secret pendant plus de deux jours par semaine. Il apparaît que ce code civilisé ne s'applique pas dans

le cas de prisonniers passant en jugement en vertu de la loi sur le sabotage. Les dépêches de presse d'aujourd'hui citent d'autre part Abraham Fischer, avocat de la défense, qui aurait fait valoir qu'un certain nombre d'inculpés étaient physiquement hors d'état de comparaître. "Ils ont besoin de beaucoup de repos", a déclaré M. Fischer. "Depuis 90 jours, ils sont au secret pendant 23 heures sur 24. Ils n'ont pris pendant ce temps qu'une heure d'exercice par jour. Ils n'ont pu parler à personne. Ils ont été soumis à de graves tensions physiques et morales."

42. Exception faite du cas de l'Allemagne nazie, les actes et la législation, si on peut l'appeler ainsi, du Gouvernement sud-africain sont sans précédent dans l'histoire récente de l'humanité. Je me permettrai de rappeler à l'Assemblée que c'est pour débarrasser une fois pour toutes l'humanité de la politique raciale pernicieuse d'Hitler qu'une guerre mondiale a dû être entreprise et que des millions de vies humaines ont dû être sacrifiées. Nelson Mandela, Walter Sisulu, Ahmed Kathrada et d'autres luttent contre une politique raciste semblable. Ce qu'est cette politique, le Révérend Ambrose Reeves l'a résumé comme suit:

"Quoi qu'en disent ses partisans, le fait est qu'en pratique l'apartheid s'est traduite par une discrimination flagrante et délibérée contre les Africains, les Indiens et les métis indifféremment. Le prétendu "développement parallèle" qu'impliquerait l'apartheid n'est qu'un mythe car ce développement exige des possibilités et des moyens égaux pour tous. Or, cela n'existe pas en Afrique du Sud. Il existe au contraire une séparation délibérée et une inégalité qui procède d'un plan mûrement mis au point. Telle est la politique que l'on suit de manière aussi inflexible, et que l'on paie si cher sur le plan moral, social, politique et financier. L'apartheid a affaibli le sens de la justice des blancs et réduit à la condition de bétail humain des milliers de personnes. Elle a créé une loi pour les blancs et une loi pour les non-blancs. Elle s'est traduite par un mépris cynique de la valeur et de la dignité de l'individu et par le retrait toujours croissant des droits déjà limités des non-blancs. Bref, l'apartheid a élevé au rang de vertus ces fautes universelles que sont la peur et les préjugés raciaux, et elle se fonde sur les différences de couleur pour juger de la valeur d'un homme^{3/}."

43. Ma délégation était coauteur du projet de résolution à la Commission politique spéciale et nous l'appuierons naturellement sans réserve à l'Assemblée. Nous espérons, et nous lançons un appel dans ce sens, que tous les Etats Membres représentés ici donneront leur appui total au rapport qui contient le projet de résolution. Il est évident que nous ne pouvons pas et ne devons pas demeurer inactifs et détourner les yeux alors que tant de dirigeants africains, hommes de premier plan, risquent leur vie au nom de la justice en Afrique du Sud.

44. M. CSATORDAY (Hongrie) [traduit de l'anglais]: Nous avons devant nous un projet de résolution approuvé hier à une écrasante majorité par la Commis-

sion politique spéciale. Ce texte porte sur une question fort importante et pressante: non seulement une atteinte aux droits de l'homme mais aussi un acte de provocation délibéré visant à montrer que le Gouvernement sud-africain est résolu à poursuivre sa honteuse politique d'apartheid. Il n'y a aucun malentendu. Cette politique a été clairement définie par le Premier Ministre d'Afrique du Sud qui, le 25 janvier 1963, a déclaré ce qui suit:

"... Nous entendons garder l'Afrique du Sud blanche... Cela ne peut vouloir dire qu'une chose: la domination des blancs; il ne suffit pas que les blancs "dirigent" ou "guident", il faut qu'ils "dominent", qu'ils aient la "suprématie." [voir A/5497, par. 83.]

45. La tragique nouvelle du procès intenté à ceux qui ont combattu héroïquement pour la dignité de l'homme et l'égalité nous permet de nous faire aisément une opinion sur ce que veut dire le Premier Ministre de l'Afrique du Sud lorsqu'il parle de la domination des blancs.

46. Ma délégation partage sans réserve l'opinion exprimée par M. Oliver Tambo, vice-président de l'African National Congress, qui a déclaré devant la Commission politique spéciale [379ème séance] que le procès de l'Afrique du Sud constituait un nouveau défi à l'autorité des Nations Unies.

47. Ma délégation, qui est membre du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid, a eu l'occasion d'étudier les mesures de répression draconiennes prises par le Gouvernement sud-africain, à savoir la promulgation du General Law Amendment Act de 1963, de triste réputation, ou celle des chapitres du General Law Amendment Act de 1962 relatifs au "sabotage". Alors que nous participons aux travaux du Comité spécial, nous avons été amenés à conclure que, par ses mesures de répression impitoyables, le Gouvernement sud-africain a exclu toute possibilité de transformation pacifique, a grandement accru la tension dans le pays et a fait naître un grave danger: celui d'un violent conflit international.

48. Nous nous trouvons maintenant devant une nouvelle manifestation de cette législation discriminatoire et répressive, et c'est un fait qui ne peut manquer d'avoir de graves répercussions sur le plan international. Nous avons pu entendre hier dans cette salle l'hypocrite déclaration du représentant du Gouvernement sud-africain qui a essayé de justifier la discrimination raciale. Ayant entendu une telle déclaration d'un représentant officiel de la politique d'apartheid, nous sommes fondés à ne pas attendre de réaction positive, de la part du Gouvernement sud-africain, à l'égard du projet de résolution. Cependant, nous approuvons les termes du paragraphe 2 du dispositif de ce texte que nous considérons comme un dernier appel au bon sens.

49. Ma délégation estime, en même temps, qu'il y aurait lieu d'adresser tout particulièrement, du haut de cette tribune, un appel aux gouvernements des Etats qui ont des relations traditionnelles avec l'Afrique du Sud, le Gouvernement sud-africain comptant seulement sur leur coopération mais en étant grandement tributaire. Lors du vote intervenu à la Commission politique spéciale, les délégations de

^{3/} Ambrose Reeves, South Africa — Yesterday and Tomorrow, Londres, Victor Gollancz, Ltd., 1962, p. 140.

ces Etats ont déclaré qu'elles avaient, en ce qui concerne le projet de résolution, certaines réserves fondées sur des considérations de forme et ont invoqué le peu de temps dont elles disposaient pour des consultations. Nous osons espérer que le délai qui s'est écoulé depuis leur a permis d'aboutir à une conclusion positive et qu'elles pourront au cours du vote lui-même se montrer fidèles aux nobles principes humanitaires qu'elles ont si éloquemment prônés hier. S'il peut y avoir une coopération quelconque avec le Gouvernement sud-africain, le vote sur le projet de résolution en séance plénière devrait être unanime, afin qu'il puisse influencer le Gouvernement sud-africain et le persuader de renoncer aux procès arbitraires, de libérer tous les prisonniers politiques et de mettre un terme à sa politique d'apartheid.

50. La délégation hongroise, avec les délégations des pays socialistes, appuie le projet de résolution contenu dans le rapport de la Commission politique spéciale [A/5565, par. 7]. Nous approuvons sans réserve ce qu'ont dit les auteurs du projet de résolution, estimant que les âpres mesures de répression adoptées par le Gouvernement sud-africain nuisent grandement aux relations amicales entre les Etats et au maintien de la paix en Afrique et dans le monde.

51. M. CASTRELLON (Panama) [traduit de l'espagnol]: La délégation du Panama estime qu'il lui faut expliquer son vote sur le projet de résolution relatif à la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, qui a été soumis à la Commission politique spéciale par 55 pays.

52. Comme on peut le voir dans le rapport de la Commission [A/5565], la délégation du Panama s'est abstenue de voter ce projet parce qu'elle n'en avait pris connaissance que quelques minutes avant le scrutin. Maintenant qu'elle l'a étudié avec soin, la délégation du Panama est heureuse de dire qu'elle votera le projet de résolution figurant dans le rapport de la Commission politique spéciale, se conformant ainsi à la politique suivie par notre pays, où n'existe aucune forme de discrimination raciale, politique ou religieuse.

53. M. HSUEH (Chine) [traduit de l'anglais]: Au nom de ma délégation, je tiens à déclarer, afin que cela figure au compte rendu, que si la délégation chinoise avait été présente à la séance d'hier [381ème séance] de la Commission politique spéciale, elle aurait voté le projet de résolution qui a été approuvé à la même séance. Tout au long des années, le gouvernement chinois a toujours suivi une politique d'opposition à toute discrimination raciale et à toute violation des droits de l'homme, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations. Il est inutile de préciser qu'en conséquence ma délégation votera le projet présenté par la Commission politique spéciale dans son rapport [A/5565, par. 7].

54. M. TATTENBACH (Costa Rica) [traduit de l'espagnol]: Je ne puis prétendre que c'est pour expliquer la position du Costa Rica que j'ai demandé la parole. Je crois que notre position sur la politique d'apartheid et les droits de l'homme est suffisamment connue. On nous a vus à maintes reprises condamner la cruelle séparation des peuples en Afrique du Sud

pour le seul motif de la couleur de leur peau. On a entendu à maintes reprises s'élever notre voix lorsque des situations choquantes du simple point de vue humain sont venues en discussion. Du fait qu'elle approuve tout ce qui a été dit, ma délégation ne peut qu'être en faveur du projet de résolution soumis aujourd'hui à l'Assemblée et elle demande, avec insistance et avec véhémence, que tous les pays donnent leur appui à ce projet.

55. A la Commission politique spéciale, nous avons entendu certaines personnes exprimer un avis défavorable au projet de résolution [A/5565, par. 7], ouvertement parfois et d'autres fois à mots couverts, parce que, à leur avis, ce projet constitue une ingérence dans les affaires intérieures d'une nation, en violation du paragraphe 7 de l'article 2 de notre charte. Cette attitude ne cesse de nous étonner dans notre camp. Comment peut-on prétendre que ce n'est pas intervenir que d'examiner, critiquer ou condamner la politique d'apartheid de la République sud-africaine, mais qu'il y a intervention lorsqu'il s'agit d'une résolution qui demande la mise en liberté immédiate des personnes détenues sous l'inculpation d'actes contraires à cette infâme politique? Une telle attitude manque de logique. Si nous pouvons condamner dans son ensemble la politique d'apartheid sans violer la Charte, nous pouvons bien demander qu'on ne juge pas ceux qui luttent pour bannir cette politique de leur foyer.

56. Il serait absurde, dans l'application de la Charte, de vouloir invoquer le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats pour interdire à l'Assemblée de faire la moindre recommandation aux gouvernements concernant leur politique intérieure. Et, de fait, si nous donnons une interprétation aussi orthodoxe, je devrais dire aussi restrictive, des dispositions de notre charte, nous en respectons peut-être la lettre, mais nous en violons atrocement l'esprit. Bien que cela sonne de façon un peu hérétique, nous nous intéressons davantage à ce que l'on respecte fidèlement le noble idéal qui a inspiré la Charte qu'aux points-virgules, en oubliant l'essence même du texte.

57. J'ai dit que la délégation du Costa Rica avait toujours eu des réactions heureuses devant le comportement de ceux qui agissent dans un but humanitaire. Il en a toujours été ainsi et, cette fois-ci encore, nous avons vibré à l'unisson avec les peuples frères d'Asie et d'Afrique.

58. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud, s'appuyant sur les lois injustes et inhumaines qui imposent sa politique de ségrégation dans le pays, veut juger et condamner à la peine capitale ceux qui se sont rendus coupables du seul crime d'avoir lutté pour améliorer le sort de leur patrie. Cette possibilité nous effraye. Et comment ne serions-nous pas épouvantés lorsque nous voyons qu'un homme qui lutte avec le noble idéal de mettre fin à la discrimination raciale entre les peuples se voit récompenser par la peine de mort? Qui n'en serait horrifié?

59. Par conséquent, sans même analyser en détail le texte du projet de résolution, ma délégation lui donne son appui le plus total. Il y a cependant un point qui nous préoccupe. Au paragraphe 2 du dis-

positif du projet, il est demandé au Gouvernement de la République sud-africaine de renoncer aux procès arbitraires qu'il a intentés à ceux qui se sont opposés à sa politique d'apartheid et de remettre en liberté immédiatement et sans condition ceux qui sont détenus pour cette raison. Le but du projet de résolution est juste et noble, mais nous craignons vivement que ses dispositions ne soient pas mises en application. Une expérience maintes fois renouvelée nous a montré qu'il était possible d'éluder ce genre de requête en prétextant que le jugement porte sur des délits de droit commun et non pas sur des délits politiques ou, comme dans ce cas précis, sur le délit de violation de l'apartheid. Cette façon de procéder est bien connue. L'attitude du Gouvernement sud-africain, qui s'obstine à rejeter toute résolution des Nations Unies lui demandant de mettre fin à son injuste politique de ségrégation, est également bien connue. Nous craignons donc qu'il ne tourne en dérision une fois de plus les aspirations de nombreux peuples ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée, en prétendant que les détenus du gouvernement de Pretoria passent en jugement pour avoir commis des délits de droit commun et non pas sous l'inculpation bien précise d'avoir enfreint la politique d'apartheid. Voilà ce que nous craignons et c'est pour cela que nous aurions voulu que l'on ajoutât au dispositif un paragraphe qui demanderait en termes précis et clairs au Gouvernement sud-africain de renoncer à la peine de mort dans les procès concernant des délits de droit commun, lorsque ces délits seraient assimilables aux infractions tombant sous le coup des lois qui imposent la politique d'apartheid dans ce pays. A notre avis, si l'on ajoute un tel paragraphe au projet de résolution, nous aurons en main le moyen de demander sans risque de recevoir une réponse évasive que la vie des détenus de Pretoria soit respectée.

60. Du fait que la Commission a adopté d'urgence le projet de résolution que nous examinons aujourd'hui, nous n'avons pas eu l'occasion de lui soumettre l'amendement en question. De même, nous avons évité d'en parler ici afin de ne pas entraver l'adoption du projet par l'Assemblée. Mais — je le répète encore une fois — nous estimons qu'il faut écarter, en la condamnant par avance, toute possibilité de voir se dérouler le procès hypocrite intenté à des Sud-Africains accusés non pas d'avoir violé l'apartheid mais d'avoir commis des délits de droit commun; c'est pour de tels délits qu'ils vont être condamnés et peut-être même condamnés à la peine capitale. Si une telle éventualité se produisait, que les peuples qui ont défendu la cause de la justice et tous ceux qui vont les appuyer de leur vote sachent bien que la délégation du Costa Rica se fera un devoir de condamner, avec indignation, cet acte impie.

61. Nous n'acceptons pas l'idée que l'on puisse juger des hommes et les condamner pour des raisons de politique raciale. Mais en arriver à prononcer la peine capitale à la fin de tels jugements est un acte qui mérite d'être condamné par nous avec la plus grande rigueur. Ma délégation, toute faible qu'elle soit, se joindrait alors à d'autres délégations pour se faire le vibrant écho de la conscience universelle, qui ne se lassera pas d'accuser le Gouvernement sud-

africain d'avoir transgressé de façon aussi honteuse les principes de la coexistence humaine.

62. M. ENCKELL (Finlande) [traduit de l'anglais]: La délégation finlandaise tient à déclarer qu'elle attache une importance fondamentale aux procédures judiciaires équitables et absentes de passion, ainsi qu'au strict respect de tous les droits de l'homme, en particulier le libre exercice des droits politiques et le droit d'avoir des opinions politiques différentes.

63. A maintes reprises, ici même aux Nations Unies, nous avons soutenu que les questions d'opinion ne doivent pas faire l'objet de poursuites judiciaires. Nous nous sommes associés dans le passé aux appels lancés en faveur d'un traitement juste, équitable et libéral à l'égard des adversaires politiques. Nous le faisons encore aujourd'hui. Nous considérons le projet de résolution, pour lequel nous allons voter, comme un appel de cette nature, et rien d'autre qu'un appel, bien que le texte dont nous n'avions eu aucune connaissance avant la séance d'hier de la Commission politique spéciale mentionne un certain nombre de questions qui, bien qu'elles puissent être rapprochées du procès dont nous traitons, devront être examinées séparément et avec tout le soin qu'exigent ces questions importantes et difficiles. Nous espérons sincèrement que cet appel sera entendu.

64. M. MONTENEGRO MEDRANO (Nicaragua) [traduit de l'espagnol]: La délégation du Nicaragua souhaite définir, une fois de plus, son attitude à l'égard de la politique discriminatoire et raciste du Gouvernement de la République sud-africaine.

65. La délégation du Nicaragua a appuyé à la Commission politique spéciale le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie ce matin, et elle est disposée à voter maintenant dans le même sens.

66. La délégation du Nicaragua considère que les hommes sont égaux quelles que soient leur race, leurs opinions politiques ou religieuses, leurs conditions sociales et dénonce énergiquement la discrimination fondée sur des raisons ethniques.

67. En conséquence, la délégation du Nicaragua félicite cordialement la délégation du Panama d'avoir déclaré qu'elle voterait pour le projet de résolution et voudrait insister auprès de l'Assemblée générale pour que ce projet reçoive l'approbation unanime, ce qui serait ainsi un bel exemple de solidarité continentale et de répudiation de toute politique raciste.

68. M. LORIDAN (Belgique): D'une manière constante et tout récemment encore par la voix autorisée du Ministre des affaires étrangères de mon pays [1233ème séance], la délégation belge a condamné, de cette tribune, toute politique de discrimination raciale qu'elle réprouve. Ce faisant, elle n'est que l'interprète des sentiments de l'opinion belge à laquelle répugne instinctivement toute politique d'apartheid sous toutes ses manifestations.

69. Cependant, la délégation belge s'est abstenue hier, lors du vote du projet de résolution [A/5565, par. 7] en commission, essentiellement parce que ce texte avait été introduit avec une certaine précipitation, selon une procédure d'urgence que les circonstances ne justifiaient pas entièrement, ce qui n'avait pas permis à ma délégation d'étudier toute

la portée du texte, particulièrement sous ses aspects juridiques.

70. Le Gouvernement belge estime que la Charte des Nations Unies constitue naturellement un tout. Chaque article de la Charte a sa valeur propre. Si certaines contradictions peuvent apparaître entre plusieurs articles, notamment entre ceux qui concernent la non-intervention dans les affaires intérieures, d'une part, et ceux qui ont trait au respect des droits de l'homme, de l'autre, le Gouvernement belge estime qu'il faut interpréter ces articles en raison des circonstances de fait et de droit dans des cas particuliers.

71. C'est l'examen de ces circonstances qui a amené aujourd'hui la délégation belge à déclarer qu'elle apportera son vote affirmatif au projet de résolution soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

72. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Je ne pensais guère recueillir des applaudissements pour la motion que je vais présenter maintenant; je demande une suspension de séance pendant 20 minutes, afin de permettre aux délégations de procéder à des consultations. Je fais cette proposition de façon formelle.

73. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): L'Assemblée vient d'entendre la proposition du représentant des Etats-Unis.

74. Conformément à l'article 78 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, je mets aux voix cette motion de suspension de la séance pendant 20 minutes.

Par 52 voix contre 3, avec 25 abstentions, la proposition est adoptée.

La séance est suspendue à 11 h 50. Elle est reprise à 12 h 20.

75. M. LICHTVELD (Pays-Bas) [traduit de l'anglais]: La délégation des Pays-Bas a demandé la parole pour préciser son attitude sur le projet de résolution qui nous est soumis. Nous nous sommes crus obligés de le faire parce que notre délégation a jugé devoir s'abstenir au cours du vote intervenu hier à la Commission politique spéciale, mais aujourd'hui nous voterons en faveur de ce texte. Comme nous l'avions clairement indiqué hier lors de la séance de la Commission, notre abstention était due au fait que nous avions besoin de plus de temps pour nous entendre avec d'autres délégations sur ce sujet et pour recevoir des instructions.

76. L'attitude des Pays-Bas à l'égard de la politique d'apartheid est bien connue. Nous condamnons cette politique comme nous condamnons son application. Par conséquent, dès le début, nous avons estimé que les idées générales contenues dans cette résolution auraient notre appui, étant donné que ce procès est une conséquence de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Les droits élémentaires de l'homme sont en jeu et la nécessité d'intervenir pour des raisons humanitaires nous semble l'emporter sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte dans ce cas précis comme dans celui d'autres questions dont l'Assemblée a eu à connaître. Cependant, la délégation des Pays-Bas est toujours d'avis que nous

devons nous efforcer d'appliquer le règlement intérieur. Dans ce cas-ci, de nombreux délégués n'étaient guère convaincus que l'urgence de la question était de nature à justifier l'impossibilité de nous accorder le délai habituel de 24 heures aux fins de consultation, d'autant que le procès principal ne doit commencer que dans 18 jours.

77. Je pense que mes amis africains ne m'en voudront pas si je dis qu'à notre avis les décisions de cet organe ont plus de poids lorsqu'elles sont l'aboutissement d'une discussion attentive plutôt que de tactiques précipitées.

78. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Je voudrais tout d'abord remercier les membres de l'Assemblée d'avoir eu la courtoisie d'accepter la suspension de 20 minutes que nous voulions consacrer à des consultations.

79. Je suis heureux de pouvoir dire que, d'ordre de mon gouvernement, ma délégation votera le projet de résolution dans son ensemble. Je voudrais cependant demander un vote par division sur le paragraphe 2 du dispositif, au sujet duquel je dois dire que nous avons l'intention de nous abstenir. J'espère qu'il me sera permis d'expliquer pourquoi.

80. Tout d'abord, je crois que le monde entier n'ignore pas que les Etats-Unis sont irrévocablement et sans compromis possible opposés à la politique d'apartheid, à la discrimination raciale où qu'elle se manifeste et à l'injustice où qu'elle soit commise. En outre, les Etats-Unis sont opposés irrévocablement et sans compromis à toute législation du genre de celle en vertu de laquelle ces personnes ont été mises en jugement et qui autorise l'incarcération sans instruction et sans procès, incarcération de longue durée qui impose à l'inculpé de prouver lui-même son innocence. Il n'en reste pas moins vrai que chaque pays a le droit et le devoir de se protéger lui-même et de protéger ses citoyens, ses femmes et ses enfants contre les violences criminelles en tant que telles, à condition qu'en exerçant son droit de défense il respecte également les garanties que la loi prévoit pour les accusés. Nous nous demandons si un seul des Etats Membres ici présents accepterait qu'un autre Etat ou qu'une organisation internationale quelconque porte atteinte à son droit souverain de se défendre contre les violences criminelles susceptibles de nuire à tous ses citoyens s'il respecte, en ce faisant, les garanties prévues par la loi pour les prisonniers. C'est à ce titre que les Etats-Unis contestent le libellé du paragraphe 2 et réservent leur opinion à cet égard, quoique nous eussions été très heureux de voter en faveur du texte du paragraphe 2 tel qu'il avait été adopté par le Conseil de sécurité et qui énonçait que tous les prisonniers politiques devraient être remis en liberté immédiatement.

81. Je répète que les Etats-Unis voteront en faveur du projet de résolution dans son ensemble.

82. M. SOSROWARDOJO (Indonésie) [traduit de l'anglais]: En tant que coauteur du projet de résolution des 55 puissances, la délégation indonésienne saisit l'occasion de rappeler qu'elle appuie, bien entendu, le projet et demande à l'Assemblée de voter à l'unanimité en faveur des recommandations

formulées par la Commission politique spéciale au paragraphe 7 de son rapport [A/5565].

83. Le climat encourageant créé par les pays nordiques, qui ont cherché en commun à mettre au point une première mesure qui mène à la solution intégrale du problème de l'apartheid en Afrique du Sud, devrait, tout d'abord, inciter ceux qui hésitent encore à changer d'avis et à appuyer le projet de résolution. Le fait pour le gouvernement Verwoerd de poursuivre les procès arbitraires des patriotes sud-africains, alors que les pays nordiques viennent de faire des suggestions fécondes, n'est qu'un défi de plus lancé par ce gouvernement en face des efforts entrepris en vue d'aboutir à un règlement pacifique du problème. La délégation indonésienne, convaincue que la politique d'apartheid est condamnée à disparaître tôt ou tard, adresse un appel sincère à l'Assemblée pour qu'elle vote en faveur du projet de résolution et qu'elle laisse ainsi aux générations futures le témoignage de son attitude à l'égard de l'apartheid.

84. M. QUAISON-SACKEY (Ghana) [traduit de l'anglais]: Ma délégation se voit obligée de venir à cette tribune en raison des réserves faites au sujet du paragraphe 2 du projet de résolution.

85. Nous voudrions souligner que le 9 août 1963 le Conseil de sécurité a demandé au gouvernement sud-africain:

"de libérer toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'apartheid"^{4/}.

Au lieu de prendre acte du vœu formulé par les Nations Unies, le Gouvernement de l'Afrique du Sud a choisi d'organiser cette parodie de jugement au moment où les Nations Unies sont en train de discuter la politique d'apartheid de ce pays.

86. Je désire préciser ce qui suit — et, pour tous ceux qui font des réserves, il s'agit d'un point très important. Ce qui est en cause au procès des combattants de la liberté, si l'on peut appeler cela un procès, ce n'est pas le droit d'un pays de mettre en jugement ceux qui ont enfreint ses lois. Car ce qui a lieu en ce moment, ce n'est pas un procès. Les prétendus tribunaux sud-africains ne sont rien d'autre que les sanctuaires de l'apartheid. Les juges exercent leurs fonctions sous une fausse appellation car, en réalité, ils sont les grands prêtres de l'apartheid dont les incantations rituelles s'adressent à une négation de Dieu érigée en un système, celui de l'apartheid, qui est la politique du Gouvernement sud-africain. Les juges et les jurés ne sont que les instruments du bourreau apartheid, même si ces procès revêtent une apparence de procédure judiciaire. C'est pourquoi nous voulons souligner dans cette enceinte qu'il n'y a pas à proprement parler de procès en Afrique du Sud.

87. A l'appui de notre thèse, je voudrais citer quelques mots du pape Jean XXIII tirés de l'encyclique *Pacem in terris*:

"Ne trouve-t-on plus de justification aux discriminations raciales... si les pouvoirs publics viennent à méconnaître ou à violer les droits de l'homme, non seulement ils manquent au devoir de leur charge, mais leurs dispositions sont dépourvues de toute valeur juridique^{5/}."

Voilà la preuve de ce que nous avançons. Ceux qui font des réserves à l'égard de ce projet de résolution devraient méditer les paroles de Jean XXIII.

88. Je voudrais enfin appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les paroles prophétiques du chef sud-africain Luthuli lorsqu'il reçut le prix Nobel. Voici ses paroles:

"Heureusement pour nous, nous ne sommes pas seuls. Le monde, en particulier par l'intermédiaire des Nations Unies, s'est engagé à travailler activement pour assurer le respect des droits fondamentaux de l'homme énoncés dans la Charte. Dans les jours sombres qui nous attendent, nous devons nous sentir encouragés et réconfortés à cette pensée, de même que par la double assurance de l'appui inlassable, matériel et moral de collectivités et d'individus appartenant à de nombreux pays."

89. C'est pourquoi nous adressons un appel à toutes les délégations pour qu'elles donnent leur plein appui au projet de résolution dont l'Assemblée est saisie. L'Australie, le Canada, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni doivent aller de l'avant et suivre l'exemple de la Belgique, des Etats-Unis, des Pays-Bas et de Panama. Ma délégation tient à féliciter tous les pays qui appuient ce projet de résolution. Je crois que nous devons tenir le Portugal et l'Afrique du Sud à l'écart de cette assemblée. Nous le ferons par notre vote.

90. M. THOMAS (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: Hier, devant la Commission politique spéciale [381ème séance], ma délégation a expliqué qu'elle avait été dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution que la Commission venait d'adopter; nous avons expliqué que nous n'avions pas disposé d'assez de temps pour examiner toutes les incidences de ce projet de résolution. J'ai dit à la Commission que ma délégation comprenait parfaitement les motifs humanitaires qui ont animé ses auteurs et s'y associait. Nous reconnaissons qu'il s'agit là essentiellement d'un projet de résolution humanitaire traitant d'un problème de caractère humanitaire.

91. Mon gouvernement et le peuple de mon pays sont traditionnellement opposés aux procès politiques comme à l'oppression politique partout où elle se manifeste. En particulier, comme nous l'avons souligné plus d'une fois, nous éprouvons un sentiment de répugnance à l'égard de la politique d'apartheid à laquelle nous sommes résolument opposés. Ma délégation a déjà précisé que nous considérons l'apartheid comme *sui generis* pour ce qui est de l'application du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et nous demeurons sur cette position telle que nous l'avons précédemment définie.

^{4/} Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5376.

^{5/} Sur la paix entre toutes les nations fondée sur la vérité, la justice, la charité, la liberté. Typographie polyglotte vaticane 1963, p. 14 et 19.

92. Il nous paraît donc logique de voter en faveur de l'esprit d'un texte de résolution qui s'attaque à des mesures prises en vertu de lois arbitraires. C'est dans ce sens que nous avons l'intention de voter en faveur du projet de résolution dans son ensemble.

93. Je dois préciser, cependant, que certains termes du texte du projet de résolution nous préoccupent. Nous aurions aimé avoir davantage de temps pour l'examiner et pour nous consulter sur la forme de son texte et sur ses incidences. Je tiens à souligner que nous interprétons les mots "troublant ainsi davantage la paix et la sécurité internationales" figurant au paragraphe 5 du préambule dans le sens qui leur a été donné par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni à la 1056ème séance du Conseil de sécurité. Le vote de ma délégation en faveur du projet de résolution ne saurait en aucune manière signifier que nous reconnaissons la réalité d'une menace à la paix. Comme le représentant des Etats-Unis l'a dit hier à la Commission politique spéciale, le texte du paragraphe 1 du dispositif s'écarte des termes normalement employés par le passé. Nous aurions préféré les mots "condamne l'inobservation par le Gouvernement de la République sud-africaine des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité". Nous aurions préféré ne pas parler de "procès arbitraire" mais de "procès fondé sur des lois arbitraires", et, si un vote par division intervient, nous avons l'intention de nous abstenir sur le paragraphe 2 du dispositif.

94. Néanmoins, en tenant compte de l'appel des auteurs du projet de résolution et de son caractère essentiellement humanitaire, ma délégation est disposée à approuver les intentions reflétées par le projet de résolution — mais, comme je l'ai dit, il ne faut pas considérer notre position comme signifiant que nous approuvons le libellé de certaines parties du texte.

95. J'aimerais pour terminer ajouter ce qui suit. Il est vrai que de nombreux représentants se sont exprimés ici de la manière la plus convaincante. Je ne veux nullement minimiser leur pouvoir de persuasion. Mais j'aimerais dire que notre vote d'aujourd'hui en faveur du projet de résolution dans son ensemble sera conforme aux instructions que j'ai reçues de bonne heure ce matin à la suite de notre compte rendu de la discussion intervenue à la Commission politique spéciale.

96. M. ARCHIBALD (la Trinité et Tobago) [traduit de l'anglais]: La délégation de la Trinité et Tobago, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'était pas présente hier à la séance de la Commission politique spéciale [381ème séance] au cours de laquelle la résolution sur laquelle nous allons maintenant voter a été présentée sous forme de projet. Nous étions également absents ce matin lorsqu'il fut décidé de la soumettre à l'Assemblée générale.

97. Je monte à cette tribune pour déclarer nettement à tous les intéressés que si nous avons pu être présents hier au cours de la séance, nous n'aurions pas éprouvé la moindre hésitation à voter en faveur du projet de résolution, de même qu'aujourd'hui nous n'hésiterons pas à lui accorder notre vote.

98. Mon pays a, avec l'Afrique, des liens ancestraux que nous reconnaissons volontiers et dont nous lui savons gré. En outre, nous sommes toujours unis de cœur à tous ceux qui doivent encore lutter contre l'oppression pour conquérir à leur tour les libertés et les droits dont nous jouissons maintenant.

99. M. BUDO (Albanie) : La délégation de la République populaire d'Albanie, guidée par la politique du Gouvernement albanais dans la défense résolue des droits de l'homme et pour contribuer à la lutte que mènent les peuples pour se libérer du joug des impérialistes et des racistes, appuie énergiquement le projet de résolution [A/5565, par. 7] et votera en faveur de ce texte comme elle l'a fait savoir et comme elle l'a fait à la Commission politique spéciale.

100. La politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud devient chaque jour plus nuisible et sévit toujours davantage contre la population autochtone de l'Afrique du Sud qui lutte pour ses droits élémentaires et inaliénables; cette politique a indigné et révolté l'humanité entière.

101. Le procès que le Gouvernement de la République sud-africaine organise actuellement, en vertu de lois arbitraires qui prévoient la peine capitale contre un grand nombre de combattants qui s'opposent à sa politique d'apartheid, démontre encore une fois l'obstination criminelle du Gouvernement sud-africain dans sa voie raciste, qui ne tient aucun compte des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ni de la condamnation de sa politique par tous les peuples progressistes du monde.

102. Devant cette attitude toujours plus féroce et plus criminelle du Gouvernement sud-africain, l'Assemblée générale a pour tâche immédiate de prendre les mesures urgentes qui s'imposent en vue de contraindre le Gouvernement de la République sud-africaine à mettre fin à sa politique de répression contre ceux qui s'opposent à l'apartheid; et, comme mesure immédiate, de renoncer au procès arbitraire en cours et de procéder tout de suite à la libération de tous les prisonniers politiques.

103. Il convient de souligner que, si le Gouvernement de l'Afrique du Sud est encore en mesure de poursuivre sa politique d'apartheid et de persécution, de continuer à tenter des procès arbitraires et à opprimer brutalement le peuple africain, le peuple indien et tous les gens de couleur, cela s'explique par le fait que certains Etats Membres n'ont pas mis en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité dans leurs relations avec la République sud-africaine.

104. Dans ces conditions, nous estimons nécessaire de souligner que notre Organisation ne doit pas se limiter à adopter des résolutions justes; elle doit en suivre l'application en exigeant des Etats Membres le respect des décisions prises ici, ainsi que la mise à exécution des engagements que ces Etats ont pris en vertu de ces résolutions.

105. Pour ce qui est de mon pays, depuis que la question de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud a été soulevée devant notre organisation, le Gouvernement albanais a adopté une attitude conséquente et inébranlable en condamnant énergiquement

la politique raciste du Gouvernement de l'Afrique du Sud; il a appuyé et mis en application les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. En outre, ainsi que cela a été précisé dans la lettre adressée par notre ministre des affaires étrangères au Président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine [voir A/5497/Add.1, annexe V], l'Albanie n'entretient plus aucune relation politique, économique et consulaire avec l'Afrique du Sud et elle n'entretiendra plus dans l'avenir aucune relation quelle qu'elle soit avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud jusqu'à ce que ce dernier ait renoncé à sa politique de discrimination raciale.

106. Tenant compte de l'importance et de l'urgence que revêt la question que nous discutons en ce moment, la délégation albanaise appuie entièrement le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale et votera en sa faveur.

107. M. VELAZQUEZ (République Dominicaine) [traduit de l'espagnol]: La République Dominicaine n'ayant pu participer à la discussion au sein de la Commission politique spéciale où fut adopté le projet de résolution [A/5565, par. 7], nous profitons de cette occasion pour déclarer que la République Dominicaine, pays où toutes les races vivent dans une intime communion d'intérêts et de sentiments sans qu'il existe la moindre discrimination raciale, ne peut que condamner la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement de la République sud-africaine. La République Dominicaine se rallie au projet de résolution et l'appuie sans réserve.

108. M. SEYDOUX (France): La délégation française votera pour le projet de résolution soumis à l'Assemblée générale [A/5565, par. 7]; elle n'en maintient pas moins les réserves qu'elle a exprimées hier à la Commission politique spéciale [381ème séance] sur un texte qui, au point de vue juridique, soulève à ses yeux de sérieuses objections. En lui donnant sa voix, la délégation française n'entend évidemment pas modifier la position qu'elle a prise tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité sur les résolutions antérieures auxquelles ce texte se réfère. Elle n'entend pas davantage reconnaître à l'Assemblée le pouvoir de procéder par injonction à l'égard des Etats Membres, s'agissant surtout des domaines où la souveraineté de ceux-ci est directement en cause. Si le débat relatif à cette affaire n'avait pas été conduit avec une précipitation regrettable, ma délégation, de concert avec d'autres, aurait été heureuse de prendre l'initiative d'un projet qui, tout en exprimant les sentiments profonds de la quasi-unanimité des Membres de cette assemblée, aurait été conforme à notre conception de la Charte.

109. Puisque cela ne nous a pas été permis, nous nous sommes cependant ralliés à un mouvement d'opinion dont l'inspiration ne laisse pas d'être généreuse. Il est certain que le procès qui s'annonce en Afrique du Sud suscite de par le monde une émotion sincère et légitime. Le vote de la délégation française a toute la valeur et n'a que le sens d'un ardent appel lancé au gouvernement de Pretoria pour qu'il prenne conscience de la réprobation que provoqueraient des décisions irréversibles, pour qu'il entende

enfin la voix de la clémence, qui est aussi la voix de la raison.

110. M. MULLER (Afrique du Sud) [traduit de l'anglais]: L'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution qui propose que l'Organisation des Nations Unies intervienne dans un procès qui aurait lieu en Afrique du Sud et où seraient impliquées un certain nombre de personnes accusées d'avoir commis des actes menaçant la sécurité de mon pays, Etat qui est Membre de cette organisation. La délégation sud-africaine n'a pas de renseignements officiels sur cette affaire, mais je tiens à rejeter tout de suite, de la façon la plus catégorique, l'idée qu'un tel procès pourrait le moins du monde prendre la forme d'une persécution politique par le Gouvernement de l'Afrique du Sud de personnes qui ne sont pas d'accord avec lui sur des problèmes politiques.

111. Je ne reviendrai pas sur les déclarations extravagantes que nous avons écoutées mais je tiens à déclarer de la façon la plus formelle que les intérêts sont absolument assurés d'un procès complet et juste. La réputation des tribunaux sud-africains est à la hauteur des critères les plus élevés, ainsi qu'en ont volontiers témoigné de nombreux juristes internationaux. En outre l'examen de l'affaire est en tout cas contraire à la règle de litispendance, principe de droit reconnu et adopté par la plupart des systèmes juridiques, notamment par la législation sud-africaine. Pour ma part, je suis tenu de respecter ce principe.

112. Ce que je viens de dire ne touche pas cependant au point de principe fondamental que je dois proclamer nettement et sans ambiguïté. Ce principe est que l'Organisation des Nations Unies n'a nullement le droit, ni en vertu de la Charte, ni au titre d'aucun autre instrument, de s'occuper des affaires portées devant les tribunaux d'un Etat Membre. Les termes du paragraphe 7 de l'Article 2 sont clairs et si cette affaire n'est pas de celles qui relèvent essentiellement de la juridiction interne d'un Etat Membre, il est difficile d'en concevoir qui le soit.

113. Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi le fait que les Etats n'ont pas seulement le droit, mais aussi le devoir très net de protéger la sécurité de leurs citoyens contre le désordre et la subversion et de légiférer en conséquence. Nombreux sont les exemples de par le monde qui montrent que c'est un fait de la vie nationale. Le présent projet de résolution n'est donc pas conforme à la Charte et lorsque l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, organisme nettement politique, tente d'intervenir dans les affaires judiciaires d'un Etat Membre autrement qu'à la requête de l'Etat intéressé, elle nie le concept fondamental du droit.

114. Elle établit aussi un précédent ouvert aux abus les plus larges et sème les graines de la destruction de l'Organisation en tant qu'institution fondée sur l'égalité souveraine de ses Membres. Ce ne sera pas l'Afrique du Sud qui souffrira de l'adoption du présent projet de résolution, ce sera l'Organisation elle-même aux yeux de tous ceux qui attendent d'elle qu'elle fasse preuve de prudence, de sens des réalités et de ses responsabilités.

115. M. WACHUKU (Nigéria): Je tiens à dire que ma délégation a été très étonnée d'entendre le repré-

sentant du gouvernement de minorité d'Afrique du Sud dire que sa délégation n'a pas de renseignements officiels sur ce qui se passe dans son pays. Quiconque a lu le Times de Londres, le Daily Telegraph de Londres, le New-York Times et d'autres journaux est très au courant des persécutions qui se sont déroulées en Afrique du Sud, et que le représentant d'un pays vienne nous dire, alors que ces mesures ont été prises et que le procès dure depuis près d'une semaine, qu'il n'en sait rien officiellement, cela revient à dire que l'orateur en question n'est pas le représentant officiel de son pays.

116. Je dirai à l'appui de la thèse que, lorsque la présente résolution a été adoptée la nuit dernière par la Commission politique spéciale à sa 381ème séance, les représentants de certains pays n'étaient pas certains de la position de leur gouvernement et se sont naturellement abstenus. Depuis, ces représentants ont pu entrer en contact avec leurs gouvernements et nous avons vu avec une grande satisfaction les changements qui ont eu lieu. Eh bien! c'est ainsi qu'agissent les représentants sérieux. Je pense que le distingué — entre guillemets — représentant de l'Afrique du Sud, ou bien ne représente pas du tout l'Afrique du Sud, ou bien n'a pas conscience de ses responsabilités. Cela explique pourquoi beaucoup de ce qui a été dit ici par différents représentants peut être tenu pour absolument exact dans ce qui avait trait à l'Afrique du Sud.

117. Je vais parler tout d'abord des deux dernières déclarations du représentant de l'Afrique du Sud. Il a dit à cette assemblée que le procès serait libre et juste. Il nous a dit que la jurisprudence sud-africaine était la même que les autres ou même meilleure. On nous a dit ce matin à cette tribune que la Commission du droit international avait condamné la législation aux termes de laquelle ces gens vont être jugés.

118. Ce n'est pas la réputation ni la capacité des juges que nous mettons en doute mais bien le droit qu'ils sont censés appliquer. Si des hommes politiques prennent des mesures politiques pour les élire au titre d'une loi factice et que les juges sont obligés d'appliquer, il ne fait pas de doute que cette loi est arbitraire. Peu importe le nom dont on l'appelle; il demeure que le Sabotage Act n'est pas une loi dans la meilleure tradition de la législation telle qu'elle est connue partout ailleurs. C'est une justice arbitraire et brutale mise sous forme de loi et l'on fait siéger des gens pour l'appliquer.

119. On nous redit que chaque Etat a le droit de se protéger contre la subversion, etc. Nous sommes d'accord sur ce point, à la condition que cet Etat soit un Etat dans le vrai sens du mot, tel que nous l'entendons. Nous sommes venus ici pour dire qu'en fait l'Etat sud-africain tel qu'il existe aujourd'hui n'est pas le genre d'Etat qui a été reconnu comme tel par l'Assemblée parce que certains des principes qu'il adopte ont été condamnés par cette assemblée, par chaque Etat Membre de cette organisation. L'Afrique du Sud est seule à croire à ce principe particulier et si l'Afrique du Sud doit être le seul Etat au monde à reconnaître le principe de l'apartheid comme principe de droit, sa justice sera absolument

différente de celle que nous savons être appliquée dans les autres régions du monde.

120. Le représentant de l'Afrique du Sud dit que l'Organisation des Nations Unies, en appuyant la présente résolution, outrepassera ses droits. Je tiens à dire ici que l'attitude de ma délégation et de mon gouvernement à ce sujet est qu'il ne s'agit pas du tout en l'occurrence d'une discussion sur l'apartheid. Nous ne parlons pas du problème de l'apartheid dans son ensemble; cela viendra plus tard. Ce dont nous avons saisi le monde, par le truchement de cette assemblée, est qu'une action, une action politique, est actuellement menée en Afrique du Sud sous le couvert du droit et que les authentiques et véritables dirigeants nationalistes de l'Afrique du Sud sont jugés, sous le couvert de la loi, pour leurs activités politiques et que la loi qui a été instituée comporte la peine de mort. Des renseignements qui nous viennent d'autres sources, nous savons qu'on en veut à certains dirigeants pour l'immense popularité qu'ils ont gagnée en Afrique du Sud et que si l'on parvient à s'en débarrasser on peut être certain de dissoudre l'opposition organisée à la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Nous en appelons de cette tribune à la conscience universelle pour qu'elle empêche les dirigeants de l'Afrique du Sud de commettre un éventuel suicide racial par une action qui risque d'avoir des ramifications et des répercussions dans un très proche avenir.

121. Parlant de l'apartheid, certains l'ont appelée discrimination raciale; d'autres, principe d'existence séparée. Nous n'acceptons pas du tout ces définitions. L'apartheid telle qu'elle est interprétée et pratiquée en Afrique du Sud n'est rien d'autre que de l'esclavage, un point c'est tout. Il est impossible de prétendre qu'il s'agit d'affaires intérieures. L'esclavage a été condamné par cette Organisation, condamné par la Société des Nations, condamné par le monde entier. Le système qui prévaut en Afrique du Sud est de l'esclavage pur et simple et c'est parce que c'est de l'esclavage que cette assemblée pense que cela relève de sa compétence. Ce n'est que lorsque nous verrons les choses sous ce jour que nous comprendrons pourquoi il est nécessaire que l'Organisation des Nations Unies intervienne. Les Nations Unies n'interviennent pas dans les règles normales, les lois et règlements concernant la propriété, les droits de l'homme et les privilèges en Afrique du Sud. Elles interviennent pour essayer de se débarrasser de l'institution de l'esclavage en Afrique du Sud. C'est là ce qu'elle fait et les dirigeants sud-africains devraient le comprendre.

122. Ma délégation énonce ce que je viens de dire avec la plus grande insistance et je tiens ici à définir de façon simple ma conception de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. C'est la domination, l'exploitation et l'oppression systématique et brutale de la majorité par la minorité dans l'intérêt de la minorité de l'Afrique du Sud, un point c'est tout. Et si l'on examine l'apartheid à la lumière de cette définition, qu'est-ce que c'est? N'est-ce pas de l'esclavage pur et simple? Et n'entre-t-il pas dans le contexte du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte? Lorsqu'une telle situation existe en Afrique du Sud, c'est de l'esclavage à l'état pur.

123. Puis-je maintenant rafraîchir la mémoire du représentant de l'Afrique du Sud en lui citant le paragraphe 7 de l'Article 2 qui dit:

"Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII."

Il est bien spécifié: "dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat". L'esclavage relève-t-il essentiellement de la compétence nationale d'un Etat? Ma réponse est non.

124. L'Afrique du Sud est un Etat esclavagiste. Tel est notre point de vue. Puis-je le répéter encore une fois? De notre point de vue d'Africains, lorsque trois millions d'hommes en dominant 14 ou 15, les exploitant, les soumettant à toutes sortes d'humiliations à cause d'une différence de couleur et parce qu'ils ne possèdent pas les armes de destruction leur permettant de s'opposer à la minorité, c'est de l'esclavage. C'est pire que le servage. Les autorités en matière de féodalisme tel qu'il a existé en Europe ne sont sûrement pas sans savoir que même le servage est une condition qui se situe au-dessus de l'esclavage. Mais ce qui a cours en Afrique du Sud est pire que le servage et n'est donc pas une affaire relevant essentiellement de la compétence du Gouvernement de minorité de l'Afrique du Sud.

125. Au cours du débat général, à la 1221^eme séance, j'ai eu l'occasion de faire au nom de mon gouvernement et du peuple nigérien une déclaration qui, étant donné l'histoire de cette organisation et l'humeur des nations africaines, peut être qualifiée d'assez conciliante. Mais je tiens à signaler au Gouvernement sud-africain qu'il ne doit pas considérer cette déclaration qui est peut-être en effet conciliante comme un signe de faiblesse. Car elle ne l'est pas. Elle a été faite parce que mon pays croit que nous pouvons éviter une effusion de sang en Afrique du Sud, parce que nous croyons qu'avec la coopération des dirigeants de l'opinion publique mondiale et des différents Etats il est possible d'éviter l'évitable en Afrique du Sud. Cependant, les dirigeants de l'Afrique du Sud ne devraient pas nous tenir pour quantité négligeable. Ma délégation appuie le présent projet de résolution parce que nous voulons persuader les dirigeants sud-africains d'empêcher leur propre peuple de s'attirer l'inimitié de 250 millions d'Africains.

126. Quant aux dirigeants nationalistes dont le procès est entamé, nous savons que le chef Luthuli a été placé en résidence surveillée. Une société où une personne qui ne croit pas à la violence n'a pas le droit de se déplacer et de communiquer avec d'autres, est-elle une société libre? On nous dit que oui, et ceux qui nous le disent représentent la minorité de cet Etat. Le représentant de la Guinée a lu ici la déclaration de M. Mandela à la barre. Tout le monde s'accordera à penser que ces paroles ne sont pas celles d'un homme qui en veut à ses semblables, ce sont les paroles d'un homme qui s'oppose à un

système brutal qui a brutalisé des individus et les a effrayés. Nous fournissons à cette assemblée des faits dont l'orateur qui est venu ici et qui était censé représenter l'Afrique du Sud a essayé de nier qu'il les connaissait officiellement. S'il ne les connaissait pas officiellement nous lui disons que, nous, nous connaissons officiellement la situation. Il devrait donc rapporter à son gouvernement et à ceux qui gouvernent l'Afrique du Sud que c'est le point de vue du monde sur cette affaire, car notre assemblée représente toute la population du monde.

127. Il ne s'agit pas ici d'humanité et je regrette de contredire le représentant du Royaume-Uni. C'est une affaire de justice et d'honnêteté intellectuelle. Ce que nous voulons faire n'est pas un geste d'humanité à l'égard des Africains. La justice existe-t-elle en Afrique du Sud? Y a-t-il une loi qui soit uniformément applicable à tous les citoyens de ce pays? Y a-t-il une justice élémentaire? Les principes élémentaires de la justice naturelle ont été refusés à la majorité du peuple. Ce n'est donc pas une question d'humanité. Il s'agit en fait d'affronter les réalités afin d'éviter l'holocauste qui risque d'être déclenché par ces gens. Nous ne voulons pas qu'une pareille chose se produise; nous voulons l'empêcher de se produire.

128. Je veux maintenant saisir cette occasion pour remercier les Etats qui se sont abstenus hier et sont venus aujourd'hui à cette tribune donner leur appui au présent projet de résolution. Je puis les assurer qu'en ce qui concerne ma délégation et en fait les 55 puissances auteurs de ce projet de résolution, à en juger par les applaudissements qui ont accueilli leurs déclarations, nous sommes réconfortés de savoir que, lorsqu'ils se rendent compte qu'un très grand principe est en jeu, ils reviennent sur leur position et font ce qu'il faut quand il le faut, avant qu'il ne soit trop tard. Tant que nous aurons l'appui des grandes puissances et des petites puissances dans les affaires de cette nature, nous, nations africaines, nous nous efforcerons toujours, dans notre lutte pour la justice et l'équité, d'exercer une influence modératrice dans toutes ces affaires. Mais il faut comprendre que nous n'avons nullement l'intention de faiblir avant de parvenir à notre objectif.

129. Les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont fait état de certaines clauses sur le principe d'intervention dans les affaires internes des Etats. Je puis les assurer qu'aucun des Etats qui présentent ce projet de résolution n'a l'intention d'intervenir dans les affaires normales et légitimes du ressort d'un Etat. Aucun d'entre nous n'a présenté ce projet de résolution pour nier le droit des Etats à être seuls maîtres des affaires de leur compétence nationale. Nous ne cherchons pas à le faire, car ce serait miner l'existence même de l'Etat. Je tiens néanmoins à répéter, en ce qui concerne l'Afrique du Sud, que si nous préférons qu'elle reste ici pour apprendre les modes de gouvernement modernes du vingtième siècle et les principes de l'administration de la justice et de l'équité cela ne signifie nullement que nous continuons à la considérer comme un type normal d'Etat, car l'Afrique du Sud n'est pas un Etat normal. Il est vrai qu'elle répond aux définitions

de la science politique. Elle a un territoire, trois millions d'habitants qui ne reconnaissent pas la majorité et elle a une sorte de gouvernement, mais ce n'est pas le type normal de gouvernement tel que nous le connaissons. Nous entendons, par l'intermédiaire de cette organisation, faire comprendre à l'Afrique du Sud qu'elle n'est pas normale, qu'elle est un Etat anormal et que ses lois actuelles, découlant du principe de l'apartheid, ne constituent pas le droit normal, tel qu'il est reconnu ici et ailleurs. La délégation de ce pays devrait retourner en Afrique du Sud et dire à ceux qui composent le gouvernement qu'ils administrent un système anormal. C'est lorsqu'ils passeront de ce système anormal à un système normal qu'ils pourront devenir des membres respectables d'une société policée. Pour l'instant, ils ne sont pas des membres respectables d'une société policée.

130. Je tiens à parler en particulier de M. Mandela. J'ai eu l'occasion de le rencontrer et de discuter avec lui. C'est l'un des dirigeants les plus remarquables que je connaisse en Afrique du Sud, versé en droit, brillant, sans désir de supprimer qui que ce soit s'il le peut, mais adversaire du principe de l'injustice. Il hait l'apartheid, comme toutes les formes de l'injustice. C'est pour cette raison que tant de gens le suivent. Les représentants de l'Afrique du Sud eux-mêmes reconnaîtraient, s'ils étaient francs, qu'il est un cauchemar pour eux. Ils ne savent que faire, car même ses geôliers et d'autres gens qui lui ont parlé ont reconnu quel genre d'homme il était. Pour être tout à fait précis, c'est un homme de caractère et vous savez ce que cela signifie. M. Mandela est un homme de caractère et l'intention des dirigeants de l'Assemblée de l'Afrique du Sud est de priver la majorité de l'Afrique du Sud de la direction d'un homme semblable. Pouvez-vous vous représenter ce qui serait arrivé à l'Inde si, avant son indépendance, le Royaume-Uni avait supprimé feu le mahatma Gandhi ou l'actuel Premier Ministre indien, M. Nehru. L'Inde aurait subi une perte terrible. Que serait-il arrivé si les Anglais avaient réussi à supprimer M. de Valera? Ils l'ont inculpé, ils l'ont emprisonné et il s'est échappé de prison. Il a été plus tard de ceux qui ont fait de l'Irlande le pays qu'il est aujourd'hui. C'eût été une grave perte pour l'Irlande.

131. J'ai rencontré M. Mandela à deux reprises et je puis affirmer qu'il n'est pas le genre d'homme que ces gens-là voudraient nous faire croire. C'est parce qu'ils redoutent son influence qu'ils veulent le supprimer. Lui et les autres sont des épines dans leur chair, et ils veulent purement et simplement les éliminer. Heureusement pour le monde et pour la majorité des gens d'Afrique du Sud, cette Assemblée a compris la nécessité de faire entendre la voix de la raison. Nous espérons seulement que Dieu et la voix de l'humanité inciteront les dirigeants de l'Afrique du Sud à garder la raison et à faire ce qui s'impose.

132. C'est pour ces raisons que la délégation nigérienne appuie sans réserve le présent projet de résolution et demande aux représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui ont déclaré qu'ils voteront le projet de résolution dans son ensemble de renoncer à leur réserve et de nous laisser adopter ce projet

de résolution à l'unanimité, sans aucune réserve. Je crois que cela aura une influence décisive sur l'esprit des gens qui ont décidé de vivre dans une atmosphère raréfiée, de gens qui ont décidé de s'isoler du commun des hommes; nous verrons alors si nous pouvons les ramener dans le sein de la communauté des nations et essayer de les réadapter, parce qu'ils ont été mal adaptés, et si nous pouvons les rendre humains, parce qu'actuellement ils ne sont pas humains.

133. M. ARCE (Bolivie) [traduit de l'espagnol]: La délégation de mon pays regrette vivement de n'avoir pas eu l'honneur de prendre part, à la Commission politique spéciale, au vote sur le projet de résolution [A/5565, par. 7] présenté par 55 représentants et approuvé par 87 voix; elle est heureuse de pouvoir déclarer maintenant qu'elle appuie sincèrement et fermement ce projet de résolution, parce que la Bolivie condamne la discrimination sous toutes ses formes et souhaite que les Nations Unies deviennent le berceau de la liberté et le tombeau des tyrans.

134. La Bolivie, pays multiracial, a toujours proclamé l'égalité des droits et appuie systématiquement et sans réserve toutes les initiatives tendant à favoriser dans le monde l'unité des hommes, la paix et la liberté. Nous luttons pour la liberté de nos frères africains, parce que le lion s'est réveillé, déterminé à briser sa cage; nous voulons la libération des peuples opprimés, jusqu'à ce que le fascisme soit vaincu et la démocratie établie; nous luttons pour une Afrique libre dans un monde libre!

135. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Nous avons épuisé la liste des représentants qui voulaient expliquer leur vote avant de voter; nous allons passer maintenant au vote sur le projet de résolution qui figure dans le rapport de la Commission politique spéciale [A/5565, par. 7].

136. Conformément aux dispositions de l'article 91 du Règlement intérieur, la délégation des Etats-Unis a demandé un vote par division sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. S'il n'y a pas d'objection, je vais donc d'abord mettre aux voix séparément le paragraphe 2. On a demandé un vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Indonésie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, la Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de

Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Islande, Inde.

Votent contre: Afrique du Sud.

S'abstiennent: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, France.

Par 102 voix contre une, avec 4 abstentions, le paragraphe 2 du projet de résolution est adopté.

137. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Nous allons maintenant mettre aux voix l'ensemble du projet de résolution, y compris le paragraphe qui vient d'être adopté.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Jamaïque, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, la Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-

Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Côte-d'Ivoire.

Votent contre: Afrique du Sud.

Par 106 voix contre une, le projet de résolution est adopté.*

138. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Etant donné l'heure avancée, nous ne pouvons commencer maintenant l'examen du deuxième point de l'ordre du jour. Par conséquent, comme il n'est pas possible de remettre à un autre jour les interventions des orateurs inscrits pour le débat général, ce qui créerait un bouleversement fâcheux, la séance de cet après-midi commencera par le débat général, après quoi, si nous en avons le temps, nous poursuivrons l'examen des points suivants de l'ordre du jour, à savoir les points 83 et 75.

La séance est levée à 13 h 40.

*Le représentant du Paraguay a informé par la suite le Secrétariat que, s'il avait été présent, il aurait voté en faveur de cette résolution.